

verselle portant que les Russes devraient réexaminer leur rejet des propositions occidentales.

Nous avons essayé d'expliquer aux Nations Unies que la résolution qui avait été appuyée d'une manière si unanime par l'Assemblée générale ne présentait pas nécessairement pour nous le seul moyen de favoriser le désarmement. Le 23 octobre 1957, je me suis adressé, à la Commission politique, à nos amis russes, pour leur demander d'examiner la résolution et de ne pas croire qu'elle était "à prendre ou à laisser", mais de l'accepter avec notre assurance qu'elle constituerait une base pour des négociations futures. Bien qu'elle ait déclaré d'une manière précise qu'elle ne participerait plus à aucune négociation, la délégation de l'URSS a proposé que la Commission du désarmement soit composée des 82 nations membres des Nations Unies et même que le caractère de l'Assemblée générale se reflète dans la nouvelle Commission du désarmement.

Nous avons tous trouvé cette proposition absolument irréalisable et avons été forcés de conclure qu'elle n'était qu'un geste de propagande. Il serait bien difficile à un organisme de 82 membres de consacrer à l'étude du problème une séance ou une suite de séances sur le désarmement. Mais c'est une proposition que l'URSS a présentée à l'Assemblée générale, qui l'a rejetée.

Même après cela, le Canada, parfois battant la voie et d'autres fois collaborant avec d'autres puissances amies, a essayé encore de trouver moyen d'organiser un groupe bien équilibré et raisonnable qui puisse constituer une commission de désarmement acceptable à l'URSS. Finalement, l'Assemblée générale a été saisie d'une proposition tendant à étendre et élargir les cadres de la Commission du désarmement de façon à inclure les membres du Conseil de sécurité, onze, et le Canada, outre quatorze autres pays. L'Assemblée générale a accepté cette proposition, les trois quarts des États de chaque groupe des Nations Unies y donnant leur assentiment. L'URSS l'a jugée inacceptable, même si à un moment donné de nos négociations nous avons espéré qu'elle la trouverait acceptable.

Maintenant que la Commission plus nombreuse de désarmement est établie, l'URSS dit qu'elle ne participera pas à un débat et notre unique espoir est qu'elle revise son attitude, afin que nous puissions étudier avec elle le moyen de mettre fin à la course aux armements, puisque, comme j'ai essayé de le dire à la Commission politique des Nations Unies (et je ne recherche pas ici aujourd'hui les manchettes sensationnelles), la question se ramène effectivement et au fond à la survivance de l'humanité.

Dans tous ces arguments qu'ils ont exposés à la Commission et à l'Assemblée générale, les Russes n'ont cessé de revenir à leur proposition. La première partie de leur contre-proposition porte que les États membres de l'ONU devraient se résoudre à interdire l'utilisation des armes nucléaires. Depuis mon arrivée à Ottawa, j'ai reçu des lettres de nombreux Canadiens qui m'ont écrit: "Quelle proposition louable que celle de la Russie!"

Il faut avouer qu'elle est attrayante et attirante au premier abord. "Interdire l'utilisation des armes nucléaires". Je vous le demande, monsieur l'Orateur et je le demande à la Chambre, pourquoi, alors, ne pouvons-nous pas accepter cette louable proposition? La réponse, brutale, c'est qu'une promesse de ne pas utiliser les armes nucléaires n'est valable que jusqu'à ce qu'une nation décide d'y manquer. Notre sécurité réclame une certaine inspection qui